



HAL
open science

Nationalisme identitaire et perception des immigrants : analyse des non-positionnements et mesure des évolutions de valeurs

Sandrine Astor, Pierre Bréchon, Annie-Claude Salomon

► To cite this version:

Sandrine Astor, Pierre Bréchon, Annie-Claude Salomon. Nationalisme identitaire et perception des immigrants : analyse des non-positionnements et mesure des évolutions de valeurs. 9ème colloque franco-phonie sur les sondages, Société Française de Statistique, Oct 2016, Gatineau, Canada. hal-01434477

HAL Id: hal-01434477

<https://hal.science/hal-01434477>

Submitted on 13 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

NATIONALISME IDENTITAIRE ET PERCEPTION DES IMMIGRES :

ANALYSE DES NON-POSITIONNEMENTS ET MESURE DES EVOLUTIONS DE VALEURS

Sandrine Astor¹, Pierre Bréchon², Annie-Claude Salomon³

¹ *Ingénieure Sciences Po Grenoble, PACTE UMR 5194 Univ. Grenoble Alpes. sandrine.astor@umrpacte.fr*

² *Professeur émérite de science politique à Sciences Po Grenoble, chercheur à PACTE/CNRS.
pierre.brechon@iepg.fr*

³ *Ingénieure CNRS, PACTE UMR 5194 Univ. Grenoble Alpes ; annieclaude.salomon@umrpacte.fr
Sciences Po Grenoble - BP 48 - 38040 Grenoble cedex 9 - France*

Résumé.

Les enquêtes de l'*International Social Survey Programme* (ISSP) portent en 2003 et 2013 sur le thème de l'identité nationale et de la perception des immigrés, avec de nombreuses questions identiques, ce qui permet des analyses comparées dans le temps et selon les pays.

La communication s'intéresse d'abord – pour quinze pays européens - à un problème méthodologique : comment considérer les réponses « ne peut choisir » et l'absence de réponse, que les résultats distinguent ? Sur 47 variables communes aux deux vagues d'enquête, deux indices sont construits, montrant que les « ne peut choisir » et les sans réponse correspondent à deux populations assez spécifiques, même si leurs caractéristiques sociodémographiques ont des parentés assez fortes selon le genre, l'âge, les catégories sociales, l'implication politique.

De 2003 à 2013, on observe une baisse de la propension à ne pas se positionner (somme des « ne peut choisir » et des sans réponse) comme dans beaucoup d'autres enquêtes. Si des explications structurelles (niveau d'études croissant, meilleures pratiques des instituts de sondage...) peuvent expliquer cette évolution, il semble plus difficile de l'attribuer à une polarisation générale des opinions sur ces questions.

La communication compare ensuite les résultats par pays et à dix ans de distance pour trois thématiques :

- le nationalisme identitaire, mesuré par deux indices, est élevé mais stable, baissant au Portugal et en Irlande mais augmentant en Europe centrale et orientale. Il est particulièrement fort chez les personnes faiblement diplômées et âgées, à forte religiosité, orientées à droite.

- la fierté nationale, fortement corrélée au nationalisme dans beaucoup de pays, diffère selon les domaines : on est en général beaucoup plus fier des performances sportives et scientifiques du pays, de son histoire et de sa culture que de ses réalisations économiques, de son sens de la justice ou de son influence politique dans le monde. Comparé à la fierté, un indice de honte de son pays montre parfois des résultats souvent cohérents, parfois paradoxaux.

- la perception des immigrés est beaucoup plus négative chez les nationalistes, mais là encore globalement stable, avec des différences d'évolutions selon les pays.

Mots-clés. Issp, enquête internationale, méthodologie, non-réponse, identité nationale, nationalisme identitaire, immigration, polarisation

L'ISSP¹ réunit 45 pays qui collaborent chaque année à la réalisation d'une enquête sur un grand problème de société². Le questionnaire, produit en anglais et traduit dans chaque langue nationale, est limité à 60 variables thématiques, complétées par un nombre important de variables sociodémographiques. Les thèmes ont vocation à être répliqués périodiquement (environ tous les 10 ans) avec conservation des 2/3 des questions de l'édition précédente. On peut ainsi beaucoup mieux évaluer, sur des bases similaires, l'évolution des comportements, des attitudes et des opinions des populations concernées.

Une majorité de pays réalisent l'enquête en face-à-face, certains en mode auto-administré par voie postale ou en *drop off* (après administration en face à face d'une autre enquête) ou avec une méthode mixte incluant le web. L'administration par téléphone est exclue. L'échantillon doit être aléatoire et comporter au moins 1000 personnes par pays.

Les enquêtes 2003 et 2013 portent sur l'identité et la fierté nationale, et la perception des immigrants, ce qui permet une analyse comparée dans le temps et dans l'espace. La communication porte plus spécifiquement sur les pays européens qui ont réalisé l'enquête à la fois en 2003 et 2013, soit 15 pays : Allemagne, Grande-Bretagne, Hongrie, Irlande, Norvège, Suède, République tchèque, Slovaquie, Espagne, France, Portugal, Danemark, Suisse, Finlande³. Elle poursuit deux objectifs concernant la méthodologie et les résultats.

ANALYSE DES NON POSITIONNEMENTS

Sur le plan méthodologique, il est intéressant de considérer – ce qu'on fait rarement – les « non positionnements »⁴ qui comprennent à la fois des personnes qui ne répondent pas à la question alors que d'autres choisissent l'item prévu : « ne peut choisir ». A la différence des questions classiques des instituts de sondage – dénoncées autrefois par Bourdieu (1973) -, questions qui ne verbalisent pas le « sans opinion », l'imposition de problématique est inverse dans l'enquête ISSP, avec un « ne peut choisir » systématique.⁵

Nous cherchons d'abord, à travers deux indices construits sur un grand nombre d'indicateurs, un portant sur la non-réponse, l'autre sur les « ne peut choisir » à voir s'il existe un profil sociologique différent pour ces deux catégories.

Indices synthétiques de « ne peut choisir » et de « non-réponse »

On construit deux indices à partir des 47 variables thématiques posées à chacune des vagues et communes à l'ensemble des pays. Le premier recense les non-réponses, le second compte le nombre de fois où la modalité « ne peut choisir » a été retenue. On obtient ainsi pour chaque individu deux variables quantitatives discrètes pouvant s'étendre de 0 à 47.

La déclinaison de ces indices selon les pays des répondants montre des variations importantes. On peut classer les pays selon leur non-positionnement, en distinguant les taux moyens de non-réponse et de « ne peut choisir ». À partir des données de 2013 (cf. graphique 1), on constate que l'absence totale de réponse reste très marginale tandis que la modalité « ne peut choisir » rassemble généralement une part plus conséquente d'individus. Les non-positionnements restent néanmoins limités, ce qui tend à confirmer les hypothèses sur une véritable « rationalité limitée » des réponses aux enquêtes (Mayer, 2002).

On observe des taux plus élevés de non-réponse dans les pays où le questionnaire est auto-administré (France, Norvège, Grande-Bretagne). Hormis ces trois pays, la configuration des autres

¹ www.issp.org (site international)

² La France participe à ce programme depuis 1996, représentée par un consortium de chercheurs et d'enseignants de science politique et sociologie, réunis dans le groupe ISSP-France (www.issp-france.fr).

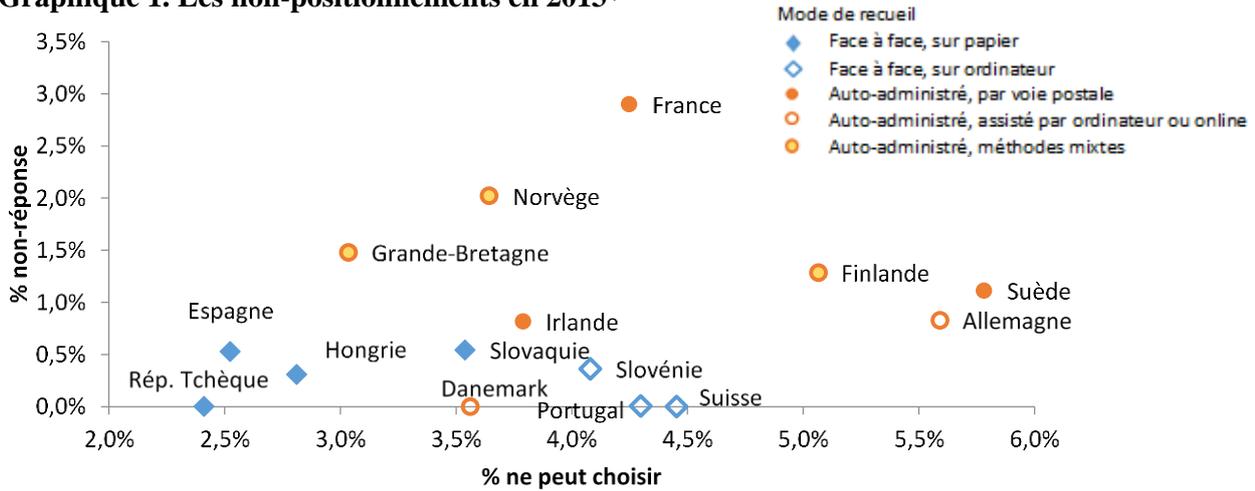
³ Nous avons aussi éliminé la Lettonie. Si l'enquête y a été réalisée aux deux dates, un item de nationalisme n'a pas été posé, ce qui empêche de calculer les échelles de nationalisme aux deux dates.

⁴ La communication laisse très largement de côté le problème méthodologique du taux de retour, abordé dans nos précédentes communications sur les données françaises de l'ISSP (Bréchon P., Salomon A.-C., 2014).

⁵ Certains items prévoient aussi une position médiane « ni-ni » qui n'est pas considérée dans cette étude.

répondants ne montre pas de relation entre le taux de non-réponse et le taux de « ne peut choisir ». Ces deux dimensions semblent indépendantes. La République tchèque, le Portugal, la Suisse et le Danemark ne comptabilisent aucune non-réponse, ce qui montre là encore que le mode d'administration (en face à face pour les trois premiers, via le web pour le dernier) et le codage qui s'ensuit impactent fortement sur la catégorisation des non-positionnements. La Finlande, la Suède et l'Allemagne occupent une position excentrée sur la droite du graphique, traduisant des taux élevés d'individus optant pour la modalité « ne peut choisir ». La position de ces pays situés au Nord de l'Europe pourrait traduire une des hésitations particulières devant certaines questions, comme celles relatives aux minorités par exemple, en lien avec l'histoire du pays et avec une culture nationale fortement marquée par le protestantisme.

Graphique 1. Les non-positionnements en 2013*



* Résultats pondérés nationalement sur critères sociodémographiques

Le mode d'administration en France

Les contraintes internationales sur le mode d'échantillonnage et la faiblesse des moyens financiers disponibles pour cette enquête ont conduit le groupe ISSP-France à recueillir les données par questionnaire auto-administré postal. Depuis 1996, l'évolution du dispositif a été considérable, de l'introduction de relances postales supplémentaires à la mise en place de sensibilisations téléphoniques. Les effets sur le taux de participation (taux de retour pour nous) sont largement positifs, permettant d'atteindre 40 % en 2013, taux non renouvelé depuis, probablement en raison d'une désaffection croissante pour les enquêtes par sondage et de l'aridité des thèmes de 2014 (citoyenneté), 2015 (travail) et 2016 (rôle du gouvernement)⁶.

Le terrain comporte désormais quatre vagues soutenues par deux opérations téléphoniques (au moment de l'envoi initial et lors de la dernière relance). Pour 2013, 6000 ménages ont été sélectionnés aléatoirement sur la base des listes d'adresses disponibles (fichier des opérateurs téléphoniques). A l'intérieur du ménage, le répondant est sélectionné en appliquant la méthode des anniversaires.

Depuis 2013, une proportion d'adresses ne disposant que d'un numéro de téléphone mobile a été introduite, afin de parvenir à joindre des personnes plus rarement interrogées (jeunes, personnes vivant souvent seules à leur domicile, catégories populaires et disposant de revenus modestes).

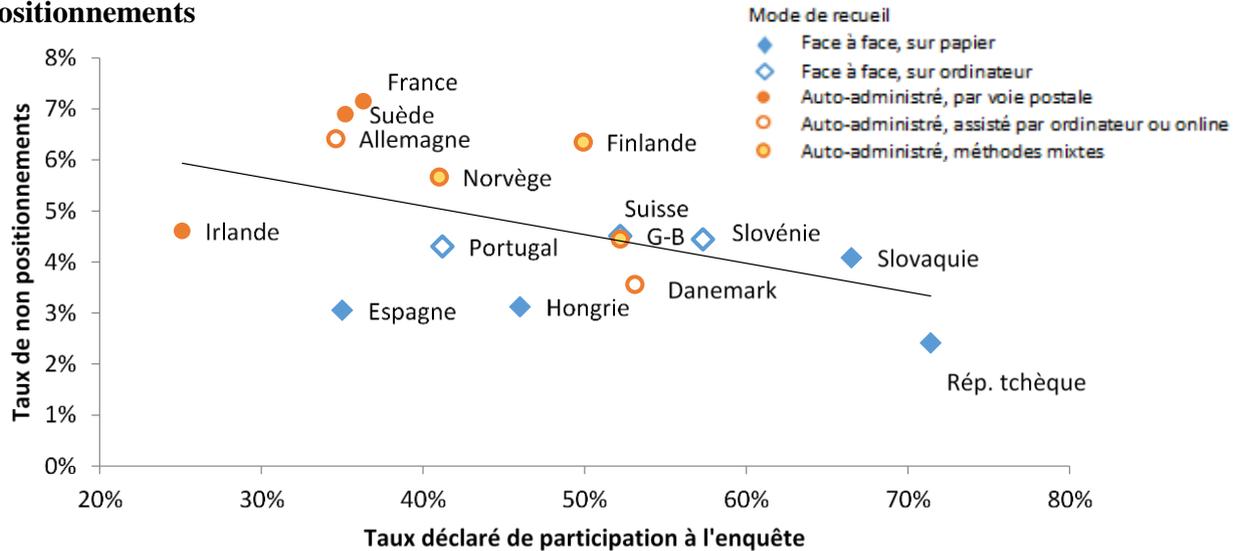
D'après le graphique 2, le rapprochement entre taux déclaré de participation à l'enquête⁷ et taux de non positionnement (non-réponse + « ne peut choisir ») met en évidence une relation linéaire négative de faible intensité entre ces deux indicateurs ($r = -0,49$). Autrement dit, un taux élevé de participation à l'enquête est associé à un faible taux de non positionnements et inversement. On aurait pu s'attendre à ce qu'un plus fort taux de participation génère des taux plus élevés de non-positionnement, en permettant l'intégration dans l'enquête des populations plus difficiles à toucher

⁶ La dernière relance permet de faire monter le taux de retour de 5 % en 2013, 5 % en 2014, 3 % en 2015.

⁷ Pour chaque pays : nombre de questionnaires complets rapporté à l'échantillon théorique initial sans les adresses inéligibles.

(classes populaires...), ayant moins d'opinions construites. Ce résultat contre-intuitif mérite d'être souligné, à défaut d'être expliqué.

Graphique 2. Taux déclaré de participation à l'enquête de 2013 et taux de non-positionnements



Afin d'examiner les caractéristiques des non-répondants et des « ne peut choisir », on a isolé les 10 % d'individus cumulant le plus de non-réponses et de « ne peut choisir » aux 47 questions. Ces deux nouvelles variables ont été ventilées en fonction des indicateurs sociodémographiques (sexe, âge, niveau d'études, participation aux dernières élections, origine géographique, pratique religieuse, statut professionnel, type de commune d'habitation) considérés séparément, puis simultanément à l'aide de modèles de régression.

Pour un même pays, les profils diffèrent entre les non-répondants et ceux qui ont tendance à ne pas choisir. Par ailleurs, les caractéristiques sociales des individus les plus non-répondants et des « ne peut choisir » peuvent varier d'un pays à l'autre⁸.

A la lumière de ces résultats, la fusion des modalités non-réponses et ne peut choisir n'est pas justifiée. Elles recouvrent des populations qui ne se chevauchent pas complètement, dont les contours peuvent varier d'un pays à l'autre. Certaines constantes sont malgré tout observables⁹.

Dans tous les pays à l'exception de l'Irlande, les femmes ont plus souvent recours que les hommes à la modalité « ne peut choisir ». Cette distinction selon le genre ne s'observe pas pour les non-réponses ; c'est le cas seulement en France, en Grande-Bretagne et en Norvège.

Les individus plus âgés s'abstiennent plus souvent de répondre (pas de différence en Slovaquie, différence non significative en Espagne). L'effet est moins net quand on s'intéresse à ce qui distingue les répondants qui optent pour la modalité « ne peut choisir ».

Dans l'ensemble, les non positionnements sont plutôt caractéristiques des personnes à faible niveau de diplôme et à faible insertion sociale. Ces traits sont moins distinctifs pour la non-réponse, parfois plus diffuse dans certains pays (en Allemagne, en Hongrie, en Slovaquie et Espagne).

La modalité « ne peut choisir » est aussi plus souvent sélectionnée par des participants dont au

⁸ Ainsi, pour la France, le nombre de « ne peut choisir » est plus élevé chez les femmes, plus fréquent chez les plus âgés, plus courant lorsque l'un ou les deux parents sont nés à l'étranger, plus marqué chez les inactifs ou faiblement qualifiés. Les plus enclins à la non-réponse ont les mêmes traits en termes de genre, d'âge et d'origine ; ils se distinguent aussi par leur niveau d'éducation (peu élevé) mais pas en termes de statut professionnel.

⁹ Ces constantes sont assez proches des facteurs explicatifs de la non réponse aux questions politiques identifiés déjà par Michelat et Simon (1982) sur des données françaises de 1966 : la non réponse aux questions politiques était nettement plus importante chez les défavorisés (genre, diplôme, milieu rural), les personnes peu impliquée en politique, orientées idéologiquement à droite. Chaque facteur avait un effet propre, entraînant des renforcements ou des compensations de « handicap ».

moins l'un des parents est né à l'étranger (en particulier en Allemagne et en Espagne).

Le non-positionnement est souvent associé à une faible implication dans la vie politique (absence de participation au vote) ou une affiliation politique peu affirmée (pas de préférence, vote blanc), voire dissimulée (non-réponse)¹⁰.

Les résultats observés sur ces indices agrégés laissent présager que certains types de questions favorisent le non-positionnement et d'autres pas ou peu. Des différences culturelles pourraient ainsi être explicatives, avec des items suscitant des réactions différentes d'un pays à l'autre¹¹.

Des différences selon le thème des questions

Une analyse à plat des 47 variables communes aux deux vagues est à elle seule riche d'enseignements. Les taux de « ne peut choisir » et de « non-réponse » sont extrêmement variables d'une question à l'autre et d'un pays à l'autre (tableau 1). Les indices alpha tendent à montrer qu'un individu qui n'a pas choisi (respectivement, qui n'a pas répondu) à l'une des questions relatives à un thème a une propension plus importante à ne pas choisir (ou à ne pas répondre) aux suivantes. Ce constat est vérifié pour chacun des pays et il s'observe également d'un thème à l'autre.

Tableau 1. Alpha de Cronbach et taux moyens de « ne peut choisir » et de non-réponse par grand thème en 2013*

Grands thèmes	« ne peut choisir »		non-réponse	
	Alpha	% moyen	Alpha	% moyen
Jugement sur les organisations internationales (3 var)	0,680	8,1 %	0,741	1,1 %
Fierté nationale (11 var)	0,663	7,0 %	0,890	1,3 %
Perception de la mondialisation économique (4 var)	0,642	5,2 %	0,737	0,9 %
Image des immigrés et minorités ethniques (6 var)	0,738	3,6 %	0,866	0,9 %
Jugement sur l'intégration des immigrés (2 var)	0,600	3,2 %	0,666	0,9 %
Ouverture aux autres cultures (2 var)	0,457	3,2 %	0,748	0,9 %
Préférence nationale (7 var)	0,809	2,9 %	0,905	1,1 %
Identité géographique (4 var)	0,656	1,3 %	0,813	2,3 %
Identité nationale (8 var)	0,796	1,3 %	0,891	1,4 %

* Résultats pondérés nationalement sur critères sociodémographiques mais pas selon la taille de la population. Les taux moyens sont calculés en sommant d'une part les « ne peut choisir », d'autre part les sans réponses pour les questions d'un thème, et en rapportant cette somme à l'ensemble des réponses. La République tchèque, le Danemark, le Portugal et la Suisse sont exclus des calculs du fait de l'absence inattendue de non-réponses à l'ensemble des 47 questions.

Les taux les plus élevés s'observent pour les questions portant sur les perceptions sur la place du pays à l'égard du reste du monde (8%) d'une part¹², sur la fierté nationale (7%) d'autre part. Dans ce dernier groupe, la question relative à la fierté à l'égard de l'armée est celle qui se démarque le plus (10 à 21 % d'individus cochent « ne peut choisir »), suivie de la question sur la contribution du pays dans le domaine des arts et de celle sur les performances technologiques.

Les questions de mondialisation (tort causé aux entreprises locales par les grands groupes, effet de la libéralisation des échanges sur la qualité des produits, fait de suivre les décisions des organisations internationales et fait que les organisations internationales enlèvent trop de pouvoirs aux gouvernements nationaux) génèrent 5,2 % de positionnements ambigus, qui pourraient refléter des difficultés de compréhension des questions et une absence d'opinion affirmée.

A des taux moins élevés, entre 4 et 8 %, on constate le rapport spécifique de certains pays à certaines dimensions. C'est le cas, par exemple, de la Finlande et de la Suède, avec la question sur leur proximité à l'Europe ou encore, de la France et de la Norvège en ce qui concerne l'importance du lien entre la religion et l'identité nationale. La forte sécularisation dans ces deux pays et le fort

¹⁰ On observe ce trait pour les deux types d'indicateurs en Espagne, en Slovaquie, en Norvège et en France, mais uniquement pour la modalité « ne peut choisir » en Finlande, en Allemagne, en Hongrie, en Irlande, en Slovaquie et en Suède.

¹¹ Durand et Blais (2001) estiment que les non-réponses n'ont pas d'explication culturelle claire, au-delà de différences sur la préservation de sa vie privée. Mais ils travaillent uniquement sur des données canadiennes.

¹² Probablement explicable par la difficulté des questions pour des publics connaissant très mal la politique étrangère.

sentiment national lié à l'appartenance à l'église nationale protestante en Norvège pourraient expliquer ces tendances.

Les questions sur les minorités récoltent aussi des taux de « ne peut choisir » assez importants dans certains pays comme la Finlande, l'Allemagne, la Suède, la Slovaquie. Ces résultats illustrent probablement le souhait de certains enquêtés de ne pas prendre parti sur des questions hypersensibles¹³.

Pour les non-réponses, malgré les faibles pourcentages concernés, on note néanmoins des spécificités, notamment en France, pays qui comptabilise les plus forts taux de non-réponse pour 44 des 47 items du questionnaire, d'abord les questions portant sur l'identité géographique, la place à attribuer à la religion dans le fait d'être un vrai français, et plusieurs items relatifs à la fierté nationale.

De 2003 à 2013, non-positionnement et polarisation des opinions

Sachant qu'on évoque souvent une polarisation croissante des opinions et des conflits de valeurs¹⁴, on considère à présent l'évolution temporelle dans la distribution des réponses. Dans la plupart des pays (à l'exception de la Slovaquie, de l'Irlande et de la Suède), on observe une diminution de la part des non-positionnements entre 2003 et 2013 pour une majorité des items étudiés (tableau 2). La progression du niveau d'études, ainsi que l'amélioration des pratiques des enquêteurs dans les sondages en face à face, contribuent à expliquer cette évolution.

Tableau 2. Évolution des non-positionnements et des positions extrêmes de 2003 à 2013*

	Évolution à la baisse des taux « ne peut choisir » et des non- réponses		Évolution à la hausse des % d'individus choisissant les modalités extrêmes	
	Nombre de variables concernées	% sur 47 variables	Nombre de variables concernées	% sur 47 variables
Finlande	45	96%	21	45%
France	39	83%	23	49%
Allemagne	38	81%	30	64%
Hongrie	38	81%	16	34%
Espagne	37	79%	46	98%
Slovaquie	37	79%	26	55%
Grande-Bretagne	36	77%	24	51%
Norvège	24	51%	20	43%
Suède	15	32%	20	43%
Irlande	14	30%	30	64%
Slovaquie	13	28%	20	43%

* Résultats pondérés nationalement sur critères sociodémographiques. Les positions extrêmes correspondent aux modalités 1 et 4, ou 1 et 5 selon les questions. Calcul sur 11 pays comme précédemment.

On constate parallèlement une certaine progression des opinions extrêmes (à gauche ou à droite des échelles), mais très variable selon les pays (de 98% des cas en Espagne, 64 % en Allemagne et en Irlande à 34 % en Hongrie) et sans lien évident avec les non-positionnements. Il est donc difficile de conclure, en l'état des analyses, sur les liens entre les deux phénomènes.

¹³ Sur des questions évoquant le racisme, l'antisémitisme ou la xénophobie, certains peuvent ne pas verbaliser leur opinion « politiquement incorrecte » et se réfugient alors dans un non positionnement qui correspond en fait à une opinion négative.

¹⁴ On parle de polarisation des conflits de valeurs lorsqu'une différence de positionnements entre individus devient plus frontale. Un conflit polarisé est un conflit exacerbé, avec de nombreux individus qui soutiennent les positions les plus opposées. Selon Fiorina et Abrams (2008), la polarisation des élites partisans n'a pas vraiment conduit à une polarisation de l'opinion. Selon Di Maggio, Evans et Bryson (1996), la distribution des opinions doit être plus resserrée autour de l'opinion moyenne lorsque le conflit est modéré et nuancé, et au contraire plus étendue en cas de forte polarisation. Certains auteurs comme Downey et Huffman (2001) ont montré qu'avec des mesures de type échelle de Likert, les deux cas de figure pouvaient cohabiter et interagir, illustrant à la fois une montée des positions extrêmes d'une partie de la population et la réaction modérée de certains à ce durcissement des opinions. Les réponses modérées traduisent alors un vrai positionnement et non le refus de choix qu'on leur prête habituellement. Voir aussi Bréchon, 2014.

RESULTATS COMPARES DANS L'ESPACE ET LE TEMPS

Le nationalisme identitaire

Qu'est ce qui est valorisé dans la nationalité ? Qu'est-ce qu'un « vrai national » ? Une batterie essaye d'identifier ainsi ce que nous appelons le nationalisme identitaire, c'est-à-dire la valorisation forte de l'identité nationale (Bréchon, 2015) avec les huit mêmes indicateurs dans les deux vagues d'enquête. Le tableau 3 les présente par ordre décroissant des modalités très et assez important. Il est très frappant de constater la pérennité des réponses à dix ans d'intervalle, dénotant une structure de valeurs assez forte. Presque tout est considéré comme important. Seule la religion est peu valorisée comme critère de nationalité et c'est le seul indicateur dont le niveau baisse de 6 points. L'appartenance nationale est de plus en plus déconnectée des appartenances religieuses, du fait de la sécularisation (perte d'influence des religions) et du pluralisme religieux qui progresse dans beaucoup de pays, rendant difficile l'identification de la nationalité à la religion majoritaire.

Tableau 3. Les dimensions du nationalisme identitaire en 2013 et 2003 (en %)*

Pour être vraiment [de ce pays], il faut...	2013	2003
Etre capable de parler [la langue du pays]	89	86
Respecter la loi et les institutions [du pays]	86	85
Se sentir [de cette nationalité]	84	83
Avoir la nationalité [du pays]	83	81
Avoir vécu la plus grande partie de sa vie [dans le pays]	71	71
Être né en [pays]	66	68
Avoir des origines du pays (des ancêtres)	52	54
Etre [religion dominante du pays]	26	33

* Résultats pondérés nationalement sur critères sociodémographiques mais pas selon la taille de la population. Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des interviewés.

Trois autres critères sont considérés comme importants par beaucoup, sans atteindre toutefois les niveaux les plus élevés. C'est tout ce qui relève des origines et de la situation objective.

Les items les plus plébiscités relèvent non d'une dimension naturelle et ethnique, mais des acquis et de la vie menée. Un vrai national ne se repère pas seulement ou d'abord par ses origines mais par ses qualités : maîtriser la langue, respecter les lois et les institutions du pays, se sentir du pays et probablement l'aimer, en avoir la nationalité.

Lorsqu'on considère les liens entre les réponses, on découvre leur forte homogénéité (alpha de Cronbach à 0.80 en 2013 et 0.79 en 2003). Cette homogénéité est vérifiée pour tous les pays puisque l'alpha va de 0.77 à 0.85 selon les pays pris en compte en 2013 (et de 0.75 à 0.86 en 2003). Et lorsqu'on réalise une analyse en composantes principales, deux facteurs sont identifiés, le premier qui représente environ 43 % de la variance aux deux dates. Les huit indicateurs scorent tous très hauts sur cette première dimension, montrant que ce premier facteur - partagé par beaucoup - correspond à un fort nationalisme identitaire pour lequel tout semble important : pour être un vrai national, il faut accumuler tous les critères de nationalité ou presque ! Le deuxième facteur (16 % de la variance) oppose les quatre items les moins choisis et correspondant à un nationalisme ethnique (quatre dernières lignes du tableau) aux items typiques d'acquis.

Pour présenter les résultats par pays (tableau 4), nous avons donc choisi de construire deux échelles d'attitudes correspondant aux deux facteurs identifiés, le nationalisme identitaire global et le nationalisme ethnique. Ces deux échelles additives ont été recodées de la même manière aux deux dates. Le tableau présente à la fois le fort et faible nationalisme par pays, en omettant le groupe moyen (qu'on peut calculer par soustraction : 100 – nationalisme global + ethnique). Les pays sont classés par ordre croissant de nationalisme global en 2013.

Tableau 4. Distribution par pays des deux dimensions du nationalisme, en 2013 et 2003*

En %	2013				2003			
	Nationalisme global		National. ethnique		Nationalisme global		National. ethnique	
	fort	faible	fort	faible	fort	faible	fort	faible
Danemark	16	51	12	70	39	21	34	34
Suède	16	51	12	70	21	41	16	60
Slovénie	22	40	18	51	21	28	28	37
Finlande	23	39	20	52	26	33	26	44
Irlande	24	44	32	34	36	25	51	17
Allemagne	25	34	20	46	22	35	22	44
Portugal	29	18	26	24	46	10	47	11
Suisse	30	32	23	47	23	39	22	48
Gde Bretagne	33	26	30	36	32	31	32	38
France	34	25	22	47	30	28	23	48
Espagne	34	31	33	34	29	19	30	16
Norvège	33	27	24	46	33	25	26	43
Rép. tchèque	42	18	37	22	31	24	30	24
Slovaquie	42	18	42	16	32	35	33	34
Hongrie	44	13	45	14	39	18	36	23
Ensemble	31	29	27	39	32	27	30	34

* Résultats non pondérés par la taille de la population.

A dix ans d'écart, la stabilité pour l'ensemble des pays est très forte. Le nationalisme global est stable, sa dimension ethnique baisse légèrement. En 2003, le nationalisme global et ethnique était fort au Portugal, la dimension ethnique était très développée en Irlande, probablement en lien avec la forte et longue opposition à l'Angleterre. Dans ces deux pays, dix ans plus tard, les deux formes de nationalisme ont nettement baissé.

La dimension ethnique était déjà faible en 2003 en Suède, France, Suisse, Allemagne, Finlande, Norvège. C'est toujours le cas dans ces pays en 2013 mais sont venus s'y ajouter la Slovénie et le Danemark.

Par contre, le nationalisme, aussi bien global qu'ethnique, s'est fortement renforcé en Europe centrale et orientale, peut-être en lien avec la déception d'une partie des espérances générées par leur entrée dans l'Union européenne.

Les croisements sociodémographiques, aussi bien avec le nationalisme global qu'avec le nationalisme ethnique, montrent que la valorisation de l'identité nationale n'est pas différente chez les hommes et chez les femmes. Par contre l'âge et le diplôme ont un impact important : plus on est diplômé, plus on est jeune et moins on valorise le nationalisme et sa dimension ethnique. On observe un certain effet du positionnement sur une échelle de prestige : plus on se sent en haut de l'échelle sociale, moins on est nationaliste. Mais ce pourrait être un effet du lien avec le diplôme.

La religion introduit des différences assez nettes. Les catholiques sont plus nationalistes que les protestants, mais ces deux religions sont beaucoup plus nationalistes que les sans religion. De plus, catholiques et protestants pratiquants sont plus nationalistes que les non pratiquants. Ces relations existent pour toutes les classes d'âge mais sont plus intenses pour les personnes âgées. Enfin, on enregistre des liens avec l'orientation politique des individus : ceux qui sont orientés à gauche sont beaucoup moins nationalistes que les populations de droite.

Fierté nationale et honte de son pays

Plus on valorise le nationalisme, plus on est aussi fier de son pays ($V=0.23$ avec le nationalisme global, 0.20 avec le nationalisme ethnique en 2013 ; 0.27 et 0.26 en 2003). Comme dans d'autres enquêtes (notamment les *European Values Studies*), beaucoup d'individus se déclarent « très » ou « assez fier », et fort peu « peu » ou « pas du tout » (tableau 5). À voir les résultats, on peut avoir

l'impression – fondée – que les Européens sont très fiers de leur pays. Mais au vu des résultats dans des pays non européens, il faut plutôt dire que le nationalisme est dans les vieilles nations européennes relativement contenu par rapport à ce qu'on observe dans certains pays. Ainsi en 2013, la modalité « très fier » est choisie par 88 % des Philippins, 80 % des Indiens, 78 % des Géorgiens, 74 % des Africains du Sud, 69 % des Américains et des Turcs.

Tout comme le nationalisme, le sentiment de fierté nationale a légèrement baissé entre 2003 et 2013. Mais avec des évolutions contrastées selon les pays. Ainsi la baisse de la fierté nationale est importante en Irlande et au Portugal, même si elle reste à des niveaux encore élevés dans ces deux pays. Par contre la fierté se renforce nettement en Norvège et en Suisse.

Si le lien entre la fierté nationale et le nationalisme existe partout, il n'est pas de même intensité selon les pays ; il est très fort en Grande Bretagne, Suisse, Espagne, Allemagne, nettement plus faible en France, Hongrie, Portugal. Ce qui explique le classement assez différent de pays selon les deux critères (comme on le voit en comparant l'ordre des pays sur les tableaux 4 et 5). La fierté nationale apparaît faible en Allemagne, en République tchèque, en Hongrie (alors que le nationalisme est développé dans les deux derniers pays). On observe au contraire une fierté très importante en Irlande, Slovaquie, Espagne, Portugal, mais aussi de manière plus inattendue Suisse et Norvège.

Tableau 5. La fierté nationale en 2013 et 2003 par pays

En % <i>horizontal</i>	2013			2003		
	Très fier	Assez fier	Peu/pas du tt fier	Très fier	Assez fier	Peu/pas du tt fier
Allemagne	17	59	24	15	50	35
Rép. tchèque	20	55	25	22	58	20
Hongrie	27	58	14	44	50	6
France	31	57	12	32	57	11
Danemark	31	57	13	34	55	11
Slovaquie	32	55	13	37	50	13
Suède	36	50	14	34	51	16
Gde Bretagne	38	51	11	46	42	13
Finlande	38	51	11	41	49	10
Norvège	45	48	7	35	53	12
Portugal	45	44	11	56	38	6
Suisse	47	44	9	34	49	17
Espagne**	47	33	20	45	-	55
Slovénie	50	38	12	53	43	4
Irlande	56	37	7	74	24	2
Ensemble*	36	50	14	40	45	15

* Résultats non pondérés par la taille de la population et sans tenir compte des non nationaux et des sans réponse, d'où un écart avec les chiffres du tableau 3. Pays classés par niveau croissant de « très fier » en 2013.

** En Espagne, en 2003, la question a été posée sans la modalité « assez ».

La fierté nationale peut avoir de nombreuses explications, que l'enquête a essayé de mesurer aux deux dates¹⁵. Le tableau 6 présente une sorte de palmarès des raisons de la fierté en 2013. Quatre motivations sont très fortement ressenties. Dans tous les pays, on se sent fier des performances sportives du pays, de ses succès scientifiques et technologiques, de son histoire, de ses contributions aux arts et à la littérature.

Les autres motifs de fierté sont moins évidents et surtout très différents selon les pays. Si les pays scandinaves sont très fiers du fonctionnement de leur système démocratique, il n'en est pas du tout de même en Slovaquie, au Portugal, en République tchèque et en Hongrie. De même la fierté des

¹⁵ Pour chacun des motifs potentiels de fierté, l'enquêteur devait déclarer s'il en était « très », « plutôt », « plutôt pas » ou « pas du tout fier ». Dans le tableau 6, on a regroupé les modalités « très » et « plutôt fier ».

forces armées nationales est élevée dans certains pays (dont la Grande Bretagne et la France), mais faible en Suède et en Allemagne. Certains pays ont conscience de leur fort développement économique et en sont fiers alors que d'autres éprouvent peu de fierté, pour des raisons plus ou moins objectives¹⁶.

Tableau 6. De quoi est-on fier en 2013 ? (en %)

Très ou plutôt fier...	Moyenne*
... de ses performances sportives	76
... de ses performances scientifiques et technologiques	76
... de son histoire	75
... de ses contributions aux arts et à la littérature	72
... de son système de sécurité sociale	58
... du fonctionnement de la démocratie	54
... de ses forces armées	50
... de ses performances économiques	46
... de son sens de la justice et de l'équité	46
... de son influence politique dans le monde	42

* Résultats non pondérés par la taille de la population.

Si les Européens sont souvent fiers de leur pays, cela ne signifie pas du tout qu'ils n'en ont jamais honte. Trois affirmations permettent d'en prendre conscience. 58 % affirment que certaines choses font qu'ils ont aujourd'hui honte de leur pays, 51 % estiment que le monde serait meilleur si leur pays reconnaissait ses défaillances, 43 % sont moins fiers qu'ils aimeraient l'être. La fierté et la honte ne constituent donc pas forcément une même dimension.

Un indice de honte a été construit avec ces trois indicateurs (alpha de Cronbach à 0.59). Le tableau 7 montre que le sentiment de honte est très développé au Portugal, en République tchèque, en Espagne, en France et en Slovaquie. Sur ces cinq pays, en République tchèque et en France, la fierté nationale n'est pas très développée (tableau 5) et la honte y est très fréquente, ce qui correspond à la forme la plus simple de cohérence. Mais, dans trois pays, on observe à la fois une grande fierté (Slovénie, Espagne, Portugal) et beaucoup de honte !

Tableau 7. Sentiment de honte par pays en 2013

<i>En % horizontal</i>	Fort 3-7	Moyen 8-10	Faible 11-15
Norvège	26	54	20
Suisse	31	49	20
Allemagne	33	44	23
Suède	37	55	8
Danemark	41	35	24
Hongrie	43	44	14
Finlande	44	45	11
Slovaquie	44	43	13
Gde Bretagne	56	38	6
Irlande	57	36	8
Slovénie	59	34	7
France	62	28	10
Espagne	64	25	11
Rép. tchèque	65	31	5
Portugal	69	28	3
Ensemble*	49	39	12

* Résultats non pondérés par la taille de la population. Pays classés par niveau croissant de forte honte en 2013.

¹⁶ Le fait que très peu de Français soient fiers des performances économiques du pays est probablement lié au fort pessimisme sociétal et politique, la France restant un des pays économiquement très prospère ; et elle a beaucoup moins souffert de la crise de 2008 que le Portugal ou l'Espagne !

Au niveau individuel, la relation attendue entre fierté et honte existe : plus on est fier, moins on tend à avoir honte de son pays. Mais la relation n'est pas très forte ($V=0.12$) et on peut observer par exemple que 16 % de l'échantillon est à la fois très fier de son pays mais manifeste aussi une honte fréquente. Peut-être pourrait-on parler ici d'une forme de cohérence paradoxale : une grande fierté nationale peut vouloir dire qu'on attend beaucoup de son pays et que l'on a d'autant plus facilement honte lorsqu'il manifeste des faiblesses et n'est pas à la hauteur des attentes de ses membres. Ce modèle semble particulièrement fréquent dans les trois pays précités de l'Europe du Sud.

Perception des immigrés

Le nationalisme n'est pas seulement lié à la fierté nationale, il l'est aussi à la perception des immigrés ($V=0.26$ entre l'indice de perception des immigrés que nous présenterons ci-dessous et nos deux échelles de nationalisme en 2013. La relation était de 0.21 en 2003, donc un peu moins forte). Plus on est nationaliste, moins on est ouvert aux immigrés. Considérons d'abord (tableau 8) 7 indicateurs de perception des immigrés présents dans les deux vagues (4 négatifs et 3 positifs). Dans tous les pays, ce sont bien sûr les immigrés en situation irrégulière qui sont le plus fortement critiqués. Les risques pour le niveau de délinquance sont aussi assez fortement ressentis, de même que le nombre des arrivées fait peur. La concurrence pour l'emploi est moins redoutée, peut-être parce que les immigrés occupent surtout des emplois que les nationaux n'acceptent plus facilement de faire dans les pays européens.

Le niveau d'accord avec les trois items positifs (autour de 40 % des enquêtés) est assez important, montrant que les perceptions sont au fond assez diversifiées.

Tableau 8. Indicateurs de perceptions des immigrés en 2013 et 2003*

	En %	2013	2003
- Le pays doit prendre des mesures plus sévères pour renvoyer les immigrés clandestins		68	73
- Les immigrés font augmenter le taux de criminalité		52	55
- Le nombre d'immigrés venant dans le pays devrait être réduit		51	53
- Les immigrés prennent le travail des gens nés dans le pays		37	34
- Les immigrés améliorent la société en y introduisant nouvelles idées et cultures		47	43
- Les immigrés en situation régulière, mais qui n'ont pas la nationalité du pays, doivent avoir les mêmes droits que les nationaux		40	46
- Les immigrés sont en général une bonne chose pour l'économie		37	30

* Résultats pondérés nationalement sur critères sociodémographiques mais pas selon la taille de la population. Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des interviewés.

La comparaison entre 2003 et 2013 ne montre pas une tendance claire : sur certains indicateurs, les perceptions défavorables augmentent alors que sur d'autres elles régressent. Ceci conduit à des perceptions de l'immigration globalement sans changement, si on considère le tableau 9, présentant un indice construit à partir des indicateurs précédents. Par contre, des évolutions contrastées sont perceptibles par pays, montrant que les opinions sur les immigrés connaissent des fluctuations en fonction des contextes et débats nationaux. Le cas le plus troublant est celui de l'Allemagne où la perception positive des immigrés progresse très fortement entre 2003 et 2013. Elle progresse sensiblement aussi en Irlande, Slovaquie, Norvège mais régresse en Suisse, en Espagne et en France.

Certains pays apparaissent nettement favorables aux deux dates : Portugal, Espagne, Suède, Irlande. C'est probablement explicable par les différences de cultures nationales : le Portugal, l'Espagne et l'Irlande ont été depuis le XIX^{ème} siècle des pays d'immigration vers l'étranger. Beaucoup de familles ont été contraintes de partir pour trouver ailleurs une vie meilleure. Il en résulterait une sympathie plus forte pour les immigrés, qui peut cependant s'éroder lorsque ces pays doivent à leur tour accueillir – en peu de temps – de très nombreux arrivants, comme l'Espagne ou l'Italie en ont fait l'expérience ces dernières années.

Tableau 9. Indice de perception des immigrés par pays en 2003 et 2013

<i>En % horizontal</i>	Favorable 7-21		Mitigé 22-26		Défavorable 27-35	
	2013	2003	2013	2003	2013	2003
Allemagne	54	28	30	39	17	33
Portugal	53	55	35	32	12	13
Espagne	51	58	30	36	19	6
Suède	51	50	30	31	18	19
Irlande	50	42	28	37	23	21
Suisse	44	50	38	36	18	14
Slovénie	43	35	39	40	18	25
Danemark	41	40	33	32	26	28
Finlande	39	41	32	33	28	26
Norvège	38	29	39	39	23	32
France	33	39	29	26	38	35
Gde Bretagne	29	29	34	36	37	35
Slovaquie	23	22	43	46	34	32
Hongrie	22	14	46	42	31	44
Rép. tchèque	17	14	38	42	46	44
Ensemble*	38	37	35	36	27	27

* Résultats non pondérés par la taille de la population et sans tenir compte des « sans réponse » et des « ne sait pas ». Pays classés par niveau décroissant des perceptions favorables aux immigrés en 2013.

Le caractère bien établi des perceptions négatives des immigrés en République tchèque, Hongrie, Slovaquie est aussi notable, probablement explicable par leur fort nationalisme.

Les variations des perceptions des immigrés selon les principales variables sociodémographiques sont très semblables à celles observées pour le nationalisme. On n'observe pas de différence selon le genre. Par âge, la coupure est nette entre les générations de moins de 50 ans, plus ouvertes à l'égard des immigrés et les plus âgées. C'est en large partie un effet du niveau éducatif puisque plus on est diplômé, plus on a une image positive des immigrés. Du coup, ceux qui se sentent en haut de l'échelle sociale sont aussi plus positifs. Les personnes vivant en milieu urbain sont plus favorables que les ruraux (la relation étant plus forte dans les jeunes générations). De très fortes différences sont introduites par l'orientation politique : plus on est à gauche, plus on est favorable aux immigrés (de 53 % chez les personnes proches de la gauche radicale à 6 % chez les sympathisants d'extrême droite).

Seul aspect où les relations sont différentes de celles observées pour le nationalisme : les indicateurs d'intégration religieuse ou de non religion n'introduisent que des différences faibles dans la perception des immigrés. Comme si les attitudes religieuses n'avaient pas beaucoup d'impact sur la perception des immigrés : que l'on soit très convaincu, tiède ou qu'on rejette les croyances religieuses ne semble pas beaucoup importer. Alors qu'au contraire la religion marque les attitudes à l'égard du nationalisme.

Bibliographie

- [1] Bréchon P., Salomon A.-C. (2014). Réflexions sur un processus d'enquête postale. l'administration de l'International Social Survey Programme (ISSP) en France. 8ème Colloque Francophone sur les Sondages - SFDS Société Française de Statistique, Nov 2014, Dijon, France. en ligne sur le site de la SFDS - <http://sondages2014.sfds.asso.fr/>
- [2] Bourdieu, P. (1973). L'opinion publique n'existe pas, Les temps modernes, janvier, 318, 1292-1309
- [3] Mayer N. (2002). La consistance des opinions in Grunberg G., Mayer N., Sniderman P.M., dir. La démocratie à l'épreuve. Nouvelle approche de l'opinion des Français, Paris, Presses de Sciences-Po, 19-49

- [4] Michelat, G. et Simon M. (1982). Les « sans réponse » aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps, *L'année sociologique*, 32, 81-114
- [5] Durand, C. et Blais, A. (2001). A la recherche des déterminants culturels de la non-réponse in Droesbeke, J.-J., et Lebart, L., dir. *Enquêtes, modèles et applications*, Bruxelles, Dunod, 89-98
- [6] Fiorina M.P. et Abrams S.J. (2008). Political Polarization in the American Public, *Annual Review of Political Science*, 11, 563-588
- [7] Di Maggio P., Evans J.H. and Bryson B. (1996). Have Americans Social Attitudes Become more Polarized?, *American Journal of Sociology*, 102/3, 690-755
- [8] Downey, D.J., & Huffman, M.L. (2001). Attitudinal Polarization and Trimodal Distributions: Measurement Problems and Theoretical Implications. *Social Science Quarterly*, 82/3, 494-505
- [9] Bréchon, P. (2014). Les valeurs des Européens et leur degré de polarisation politique, *Politique Européenne*, 45, 26-59
- [10] Bréchon, P. (2015). Des électeurs de droite qui se radicalisent, *Le Monde*, 8 avril, 11